

**Pour briser l'étreinte coloniale de Chirac sur la Côte d'Ivoire,
la responsabilité des dirigeants CGT, FO, FSU, UNEF, PS et PCF est de se prononcer :
RETRAIT IMMEDIAT ET INCONDITIONNEL DES TROUPES FRANÇAISES DE CÔTE D'IVOIRE**

Le 6 novembre, sur ordre direct de Chirac, la force de frappe aérienne des troupes de Laurent Gbagbo, qui contrôlent le sud de la Côte d'Ivoire était anéantie en réplique à un bombardement des troupes françaises. L'offensive militaire de Gbagbo pour reconquérir la partie nord du pays était stoppée net.

Dans la nuit du 6 au 7 novembre, l'armée française a organisé le bouclage d'Abidjan, la prise de contrôle de la plupart des ponts ainsi que de l'aéroport international de cette ville. Face aux dizaines de milliers de manifestants rassemblés pour stopper cette invasion, ces troupes n'ont pas hésité à tirer à balles réelles : les victimes de cette répression se sont comptées par centaines de blessés (450 selon la Croix Rouge Internationale), par dizaines de morts. Ceci, les médias français cherchent à l'occulter, déversant leur bile sur les « manifestations de haine anti-française »... dont Chirac et sa politique sont pleinement responsables.

Car ce qui est en jeu en Côte d'Ivoire, c'est que la France des patrons et des banquiers, puissance impérialiste et coloniale, veut préserver son contrôle sur la vie politique et économique de Côte d'Ivoire. Les capitalistes français y sont les premiers investisseurs étrangers et Bouygues, Bolloré, Air France, Axa régissent largement la vie économique du pays. Le marché ivoirien représente 40% de la masse monétaire de la zone CFA – c'est un élément-clé de l'influence économique, financière et diplomatique française en Afrique de l'Ouest. Or, de nombreuses concessions seront renégociées à partir de 2005, et Gbagbo a maintes fois laissé entendre qu'il ne souhaitait pas privilégier les capitalistes français. Aussi l'impérialisme français se bat avec férocité pour maintenir à tout prix sa suprématie - notamment contre les appétits des grands groupes américains.

C'est à cette fin que, après l'échec d'un coup d'Etat dirigé contre Gbagbo en septembre 2002, les troupes françaises sont intervenues (« opération Licorne ») et 10 000 soldats français et casques bleus ont pérennisé la césure du pays en deux qui en a résulté, recoupant les divisions ethniques entretenues et utilisées sous le joug

colonial français. Puis Chirac a imposé par les accords de Marcoussis de janvier 2003 un gouvernement « d'union nationale », paravent d'un véritable protectorat français, accords prolongés par ceux d'Accra, et appuyés par la chambre d'enregistrement des desiderata impérialistes qu'est l'ONU – qui a aussi, après coup, donné son soutien à l'opération de mise sous contrôle d'Abidjan.

Comment accepter que la Côte d'Ivoire soit transformée en protectorat français au nom des intérêts des grands groupes qui pillent ses ressources et exploitent sa main d'œuvre ? La première condition pour que les travailleurs et peuples de Côte d'Ivoire puissent disposer d'eux-mêmes, des immenses ressources naturelles d'Afrique aujourd'hui pillées par les grands groupes capitalistes, pour qu'ils s'extirpent des guerres, coups d'Etat et luttes de cliques inspirés par les métropoles et crises économiques à répétition, c'est qu'il soit mis fin à la présence impérialiste, et d'abord à celle de l'impérialisme français.

C'est pourquoi est inacceptable le ralliement total du PS à Chirac « *Nous sommes unis derrière l'action gouvernementale* », (S.Royal dixit), J.Dray porte-parole du PS allant jusqu'à affirmer que la présence française en Côte d'Ivoire n'avait « *rien à voir avec une situation coloniale, impériale ou autre* » (dépêche AFP du 8/11/04) ! C'est pourquoi est inacceptable la position du PCF qui s'est contenté de quémander à Raffarin ... une réunion d'information de l'Assemblée nationale. Quant au silence des directions syndicales dans ces circonstances (cinquante ans tout juste après le début de la guerre d'Algérie) c'est un silence complice.

En 2003, lors de la guerre contre l'Irak, PS et PCF, dirigeants syndicaux n'avaient pas de mots assez durs pour « la guerre de G.W.Bush » et de compliments pour Chirac... qui entre-temps a voté toutes les résolutions de l'Onu entérinant l'occupation de l'Irak par la coalition américano-britannique (qui lui renvoie aujourd'hui l'ascenseur en le soutenant - comme la corde le pendu - sur sa politique africaine).

Alors que Chirac fait tirer sur la foule à Abidjan, pour permettre que se manifeste l'opposition à la guerre coloniale du gouvernement Chirac-Raffarin, contre les accords de Marcoussis et les résolutions de l'ONU, la responsabilité du PS, du PCF, des directions syndicales CGT, FO, FSU, UNEF est engagée.

Elle est d'appeler, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à une :

**Manifestation nationale, à Paris pour le retrait immédiat et inconditionnel
des troupes françaises et « casques bleus » de Côte d'Ivoire.**